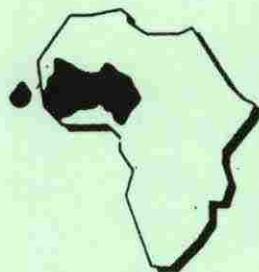


Ciles

COMITE PERMANENT INTER-ETATS
DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE
DANS LE SAHEL

B.P. 7049 OUAGADOUGOU
Tél. 33.31.73 - 30.67.58/59



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL
IN THE SAHEL

Fax. : 30.71.21 - 30.67.57
Télex : 5263 COMITER

SECRETARIAT EXECUTIF

Prgramme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire

PROCELOS

PROJET DE PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX AU SAHEL

Coordination Régionale

RAPPORT AU COMITE DE PILOTAGE
De JANVIER 1998

- Bilan Annuel d'Exécution 1997
- Programme Triennal 1998-2000
- Programme Annuel 1998

Décembre 1997

S o m m a i r e

	Pages
Préambule	1
Introduction : rappel des objectifs et résultats attendus	2
Chapitre I : Bilan d'exécution 1997	3
1.1 Exécution physique (Tableau de synthèse)	3 12)
1.2 Exécution budgétaire et financière (tableau de synthèse)	15 19)
Chapitre II : Bilan global d'exécution 1995-97	26
Chapitre III : Programme triennal 1998-2000	27
Chapitre IV : Programme annuel 1998	30
4.1 : Activités (Tableau de synthèse)	30 33)
4.2 : Budget prévisionnel	37
Annexes	
Annexe 1 : Note sur le Fonds de promotion	38
Annexe 2 : Conception d'un Logo	41
Annexe 3 : Adresses des Relais Nationaux	42

PREAMBULE

Le présent rapport conçu comme un document de travail est succinct à cet effet.

Les rapports plus détaillés ont rendu compte des activités menées de Janvier à Août 1997, complétés eux mêmes par les rapports des Relais Nationaux des Pays formellement couverts par le projet.

Il se compose comme suit :

Introduction : Rappel des objectifs, résultats attendus et recommandations du dernier CTG

Bilan annuel d'exécution 1997 :

Bilan global et succinct d'exécution 1995-1997

Présentation synthétique du Programme Triennal (1998-2000)

Programmation annuelle 1998 : Plan d'opération et budget.

Annexes

INTRODUCTION : RAPPEL DES OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

Pays couverts :

- . au 30 Novembre 1997 : Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tchad, Niger, Gambie et Cap-Vert
- . à couvrir en Décembre 1997 : Guinée-Bissau et Mauritanie

Domaine d'intervention :

Transformation et promotion des produits agro-alimentaires locaux.

JUSTIFICATION :

Création de conditions permettant aux opérateurs économiques d'offrir des produits alimentaires répondant aux goûts, attentes et pouvoir d'achat des consommateurs en soutenant la valorisation des produits locaux et le secteur de la transformation agro-alimentaire.

OBJECTIFS :

- objectifs stratégique du projet : augmentation significative de la place des produits locaux dans les modes de consommation des populations sahéliennes,
- objectif opérationnel de la phase III : augmentation de la consommation des produits locaux concurrentiels et amélioration de la qualité des productions alimentaires locales.

Résultats attendus :

- 1 - certains produits locaux transformés concurrentiels sont mieux connus et leur attrait pour les consommateurs est accru,
- 2 - l'environnement socio-économique, juridique et réglementaire des entreprises du secteur est amélioré,
- 3 - les opérateurs économiques du secteur sont mieux organisés et plus performants pour satisfaire la demande et prendre en charge la promotion du secteur et la défense de leurs intérêts,
- 4 - la qualité de l'offre en produits locaux est améliorée.

Recommandations du C.T.G (extrait du rapport)

- étendre le projet à d'autres pays du CILSS compte tenu de la performance enregistrée,
- prendre en compte l'amélioration de la sécurité nutritionnelle par l'utilisation des produits locaux qui sont des produits écologiques. Ils doivent être exploités dans les deux sens: qualité et facteur énergétique,
- diffuser plus largement les impacts du projet à travers par exemple des échanges d'expériences avec d'autres projets dans d'autres pays et sous-régions à la recherche des expériences capitalisées par le PROCELOS.

I - BILAN ANNUEL D'EXECUTION - 1997

1.1. EXECUTION PHYSIQUE DES ACTIVITES

Les rapports couvrant la période de Janvier à Août 1997 ont exposé de manière assez exhaustive les activités menées par la Coordination Régionale et les organes nationaux du projet.

En conséquence, le présent rapport les complète après un rappel succinct de leur contenu.

1.1.1 : DE LA COORDINATION RÉGIONALE

a/ Rappel des activités programmées :

- extension du projet au Niger, au Cap-Vert et en Gambie,
- coordination générale, suivi et appui des organes nationaux du projet,
- diffusion des acquis du projet et échange d'expérience avec d'autres projets de la sous-région et d'ailleurs,
- participer aux activités concertées du PM/PSA et de l'exercice Sahel 21.

b/ Etat d'exécution

b1 : de l'extension du projet

L'extension du projet en 1997 n'était envisagée que pour le Niger au cas où des moyens additionnels ne seraient pas alloués (conf. p. 27 rapport Comité de Pilotage de Janvier 1997), conformément à la programmation de la phase III.

Cependant, suite à la concertation au sein du PM/PSA initiée par le CT/Sécurité Alimentaire, la Coordination a élaboré une programmation alternative afin que le projet soit implanté dans les cinq (5) pays membres restants.

A la date du 11 Novembre, seules la Guinée-Bissau et la Mauritanie n'étaient pas couverts formellement pour des raisons d'ordre national essentiellement. Dans ces deux pays, l'implantation du PROCELOS est programmée pour la seconde quinzaine du mois de décembre.

Rappelons que l'implantation du projet est marquée par :

- une étude préalable faisant "l'état des lieux"
- un atelier de validation-restitution et de lancement des activités
- l'installation du Relais National

Le concours des CONACILSS a été essentiel dans l'exécution de cette activité. Ils ont supervisé les études, organisé les ateliers et assisté les Relais à disposer de secrétariats permanents fonctionnels.

b2 : Coordination-Suivi-Appui aux organes nationaux

Cette activité permanente a été réalisée avec l'assistance des CONACILSS d'une part par :

- contacts par téléphone et télécopie,
- échange fréquent de courrier
- circulation d'informations utiles

et d'autre part par des missions dans les pays, qui nous ont permis d'avoir des contacts, en compagnie des Relais et/ou BC pour appuyer les efforts de développement d'un partenariat national par les Relais. Ces missions nous ont également donné l'occasion de visiter des unités de transformations, projets et programmes.

Des appuis ponctuels ont été apportés à des Relais dans l'exécution de certaines activités.

b3 : diffusion des acquis et échange d'expériences

Dans ce cadre, des informations (BAA et autres documents) ont été envoyées à plusieurs visiteurs et personnes morales et physiques que nous avons rencontrées ou qui nous ont adressé du courrier mais aussi à d'autres que nous avons identifiées. A titre d'exemple, nous citons la FAO (Ouagadougou, Accra et Rome), le ROCAFREMI, le Réseau RTPA, le CRDI, le SAFGRAD, le REDSO/USAID, ADEPTA, la Banque Mondiale (Côte d'Ivoire et Washington), la BAD, le REAO.

b4 : participation aux activités du PM/PSA, de Sahel 21 et autres programmes du CILSS

- Sahel 21 : nous avons participé à certaines activités tenues au Burkina Faso et au Forum de Banjul alors que pour les activités menées dans les autres pays nous avons demandé aux Relais Nationaux d'y participer activement.

- concertation avec le FERAP et le PRORES sur des domaines d'intérêt commun. Dans ce cadre, nous avons participé à deux ateliers régionaux du FERAP (Bamako et Dakar) qui a également participé au Séminaire sous-régional sur l'emballage organisé par le PROCELOS (Bamako). Le PRORES a appuyé le projet en contribuant pour le financement des études préalables à l'extension au Cap-Vert, en Gambie, en Guinée-Bissau et en Mauritanie.

- quelques échanges ont eu lieu avec le PADLOS et le PRS mais les contraintes budgétaires et de programmation ne nous ont pas permis de participer à d'importantes activités menées par plusieurs projets en dehors du Burkina Faso.

- l'essentiel des documents produits par le projet (BAA, rapports etc.) est régulièrement diffusé auprès des projets, partenaires du projet à Ouagadougou et des institutions spécialisées de Bamako (INSAH) et Niamey (AGRHYMET). Ces deux Institutions sont retenues pour être représentées dans le Comité de Lecture et de Suivi des BAA du projet.

c/ Analyse, contraintes et suggestions d'amélioration

Les réalisations nous semblent globalement satisfaisantes par rapport aux prévisions.

La tâche dominante qu'était l'extension du projet a été réalisée à un taux supérieur aux prévisions du CTG malgré les parachèvements nécessaires signalés ci-après (§ 114/b1 p. 11).

La Coordination générale / Suivi-Appui des organes nationaux, a été assez bonne dans l'ensemble même si nos séjours dans les pays à cet effet restent relativement courts de l'avis des Relais. Cette contrainte se justifie pour éviter les absences trop longues de Ouagadougou qui retarderaient la liquidation des "affaires courantes" presque toutes urgentes du fait du réaménagement de la programmation.

En outre, les limites budgétaires n'ont pas permis d'apporter tous les appuis nécessaires à des initiatives pertinentes de certains Relais.

S'agissant du rayonnement du projet, les actions menées ont permis de faire connaître plus largement et mieux le projet et le CILSS. Cette activité pourrait permettre au projet de bénéficier d'appuis et/ou de partenariats aptes à développer davantage son action.

A cet effet, nous proposons que la Coordination Régionale prenne des initiatives plus hardies en direction de projets, programmes et organismes en vue d'établir des relations formelles de partenariat.

La participation aux activités de Sahel 21 et d'autres projets du CILSS a été relativement limitée en raison de contraintes de programme et/ou budgétaires.

A la suite des recommandations du CTG, la Coordination a proposé des amendements aux indicateurs initiaux du projet qui ont été transmis aux assistants techniques de l'ACDI et de la MIFRAC ainsi qu'au CT/SA pour observations.

1.1.2 : DES RELAIS NATIONAUX

a/ Rappel des activités programmées

D'une manière générale, les Relais Nationaux (existant formellement) avaient retenu les activités-types suivantes, en référence à la programmation indicative présentée au dernier CTG :

- promotion de techniques culinaires et recettes (plats et boissons) à base de produits locaux,
- appui des transformateurs pour participer à des foires, expositions et actions promotionnelles de proximité,
- meilleure maîtrise de la question de l'emballage et recherche de réponses appropriées,
- information sur la législation et la réglementation concernant le secteur agro-alimentaire,
- appui et incitation des transformateurs pour une meilleure organisation et favoriser les rencontres et échanges entre opérateurs,
- recherche de moyens complémentaires pour le financement des activités et du fonctionnement des Relais et des Bureaux Conseils,
- appui à la Recherche / Développement,
- promotion de la qualité

b/ Etat d'exécution

b1 - pour le Résultat 1

- au Burkina Faso

- . encadrement des restauratrices
- . participation aux activités des projets AVAL et ALISA coordonnés par le CIRAD
- . édition d'un livret de recettes en instance d'impression
- . organisation d'une mini-foire d'exposition-vente avec la participation d'opérateurs du Mali, en collaboration avec la FIAB,
- . interventions à RFI.
- . réalisation de l'étude sur l'emballage, organisation d'un atelier de sensibilisation-initiation et participation au séminaire sous-régional de Bamako.

- au Mali

- . participation à la FOAGRI de Bamako et appui à des opérateurs pour leur participation à la mini foire de Ouagadougou et au SARA 97 d'Abidjan,
- . participation à une émission culinaire de l'ORTM et interventions à RFI
- . information sur la qualité et la disponibilité des produits à partir du Répertoire de Référence,
- . réalisation de l'étude nationale et du séminaire de formation des opérateurs sur l'emballage et participation au séminaire de Bamako
- . formation de formatrices pour la préparation de recettes à base de produits locaux

- au Sénégal

- . évaluation de l'impact du livret de recettes (édition de 1995) financée dans le cadre du PPCL/UE, édition en 6 langues nationales et diffusion financée par le Ministère chargé de la Promotion des langues nationales (MEBLN)

- . appui à l'implantation de kiosques de vente de produits et dégustation de plats à base de produits locaux par une association de consommateurs membre du Relais (ASDEC)

- . participation à la journée du "consommer autrement" de la commune de Dakar en collaboration avec l'ASDEC et à la journée culturelle d'une Association Sportive et culturelle

- . formation de groupements de femmes à la préparation de recettes

- . vulgarisation des recettes en langues nationales en collaboration avec le Corps de la Paix américain et l'appui financier du MEBLN/Projet Alphabétisation Priorité Femmes (PAPF),

- . priorité à RFI
- . réalisation de l'étude nationale sur l'emballage, organisation d'un séminaire national de formation et participation au séminaire sous-régional de Bamako.

b2 : pour le Résultat 2

- au Mali

- . étude sur l'environnement législatif et réglementaire du secteur (élaboration de TDR et recherche de financement).

b3 : pour le Résultat 3 :

- au Burkina Faso

- . appui à la FIAB et aux jeunes promoteurs du secteur,
- . appui à l'organisation d'opérateurs du séchage de produits divers en collaboration avec le Bureau Conseil (SICAREX).

- au Mali

- PME/PMI
 - . identification de structures de financement des
 - . création de l'Association Malienne des Transformateurs des céréales (AMTC),
 - . appui aux transformateurs des fruits et légumes pour la création d'une organisation professionnelle de la filière,
 - . élargissement du réseau de partenaires techniques et financiers des opérateurs du secteur.

- au Sénégal

- professionnelle des transformateurs de céréales (GIE/TCL) dans le Relais
 - . intégration au Relais et encadrement d'une association de restauratrices,
 - . création d'une association de transformateurs des Fruits et Légumes intégré au Relais,

b4 : pour le résultat 4 :

Ce résultat est poursuivi concomitamment avec le résultat 1 pour l'essentiel, seul le Relais du Burkina Faso a réalisé une activité spécifique en organisant une conférence sur "l'impact de la qualité sur la demande", animée par le DRTA/CNRST (ex-LBTA).

Le RNP du Sénégal retenu par ses pairs pour l'organisation du séminaire sous-régional sur le thème a entamé des prospections à cet effet.

b5 : autres activités :

En plus des activités succinctement énumérées ci-dessus, les Relais ont mené diverses autres activités parmi lesquelles on peut citer :

- participation aux activités de Sahel 21 et autres projets et programmes du CILSS (FERAP, PRORES, PREGEC, journée du CILSS...) ainsi que d'activités nationales menées par d'autres structures,

- contribution à l'animation des BAA,
 - organisation de voyages d'études
 - recherche de moyens complémentaires pour le financement de leurs activités.

c/ Analyse, contraintes et suggestions d'amélioration

Au regard de la forte baisse des financements catalytiques reçus de la Coordination du projet, le niveau d'activité des RNP semble satisfaisant en dehors de celui du Tchad.

Les programmes d'activité sont adoptés tardivement et les rapports d'activité qui n'explicitent pas assez les réalisations parviennent souvent tard.

Le rayonnement des RNP atteint de plus en plus d'opérateurs économiques et de partenaires, y compris les services étatiques et administrations locales.

De bonnes initiatives sont prises mais les tâches sont grandes et multiformes alors que les capacités d'intervention des R.N.P sont relativement faibles.

A cet égard, les RNP pourraient être des agents d'exécution de projets et programmes nationaux concernant les domaines d'intervention du PROCELOS.

Certains Relais manquent beaucoup trop de diligence dans la justification des dépenses malgré les rappels et les interpellations des CONACILSS.

Dans ce cadre, les CONACILSS devront veiller davantage et apporter des corrections au besoin.

1.1.3 : DES BUREAUX CONSEIL

a/ Rappel des activités programmées :

- poursuite de la parution et amélioration globale des Bulletins Agro-Alimentaires (BAA),
 - suggestion de solutions pour l'autofinancement des BAA,
 - assurer une assistance-conseil directe aux transformateurs,

b/ Etat d'exécution

b1 : activité d'Information : les B.A.A.

Les BAA sont édités et distribués assez régulièrement. Depuis le mois d'octobre cinq (5) Bulletins paraissent (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tchad et Niger). Des efforts sont faits pour améliorer la qualité globale suite aux observations et suggestions des RNP, de la Coordination Régionale et de la Conseillère du programme canadien d'appui au CILSS qui réagit régulièrement et de façon pertinente à la lecture des BAA et des rapports.

Des insuffisances subistent cependant, notamment en ce qui concerne :

- le manque d'articulation systématique des articles à l'objet du projet,
- l'insuffisance d'informations sur les produits (offre, prix, points d'accès etc...)
- l'insuffisance d'initiative et de hardiesse dans la recherche de l'information.

Comme prévu par le Comité de Pilotage, les BAA du Burkina, du Mali et du Sénégal ne sont plus financés qu'à 50% à compter du second semestre de 1997. En conséquence, les RNP n'ayant pas trouvé, avec l'assistance des BC, les financements complémentaires, leur périodicité a été ramenée à deux mois au lieu d'un, ce qui ne semble pas remettre en cause les acquis.

Il convient de signaler que dans les trois pays concernés, les RNP ont obtenu des promesses d'appuis et de partenariat qui pourraient se concrétiser au cours de l'année 1998.

Dans ce cadre, une expérience de financement conjoint CILSS/PROCELOS-PPCL est en cours au Sénégal pour une période de six (6) mois renouvelable.

b2 : Activité de conseil :

- les Répertoires de Référence sont élaborés et approuvés par les Relais du Burkina, du Mali, du Sénégal et du Tchad. Il est cependant nécessaire de les actualiser, comme prévu par les contrats, et les compléter en vue d'en transférer la gestion aux Relais pour l'information et l'orientation des opérateurs.

- le conseil direct, personnalisé, est assuré à tout opérateur qui le demande aux BC. Les opérateurs apprécient positivement les services des BC mais sont très peu nombreux du fait des limites fixées par les contrats d'une part et de l'incapacité du PROCELOS à faire accéder directement ou indirectement à un crédit.

Il convient de signaler que les BC assurent parfois des prestations dépassant les limites restrictives fixées par les contrats (montage de dossiers, étude des prix etc..)

c/ Analyse et suggestions d'amélioration

c1 : activité d'Information/BAA

Le respect de la date de parution n'a connu que quelques rares défaillances mais l'envoi à la Coordination Régionale manque parfois de diligence.

Le contenu des BAA semble apprécié par le public mais la diffusion n'est encore pas suffisamment large au niveau national et les B.C ne couvrent pas les réalités en dehors des capitales nationales.

Une périodicité bimestrielle éviterait le "télescopage" de bulletins dans la diffusion et faciliterait le respect des dates de parution. En outre, les besoins en financement seraient amoindris.

c2 : Activité Conseil

La contrainte majeure, sinon unique, demeure l'incapacité des B.C et du PROCELOS à octroyer directement ou indirectement des crédits ou subventions aux opérateurs économiques.

L'unanimité des RNP, BC et bénéficiaire directs du projet est totale sur cet avis. En conséquence, si on n'y prend garde, cette faiblesse risque de remettre en cause les acquis du PROCELOS et d'émosser l'espoir fondé sur le projet en général.

Dans ce cadre, nous suggérons la mise en place d'un Fonds de Promotion des Micro et Petites Entreprises de Transformation Agro-Alimentaires destiné principalement à :

- appui catalytique pour le financement d'études de création et d'extension d'activités,
- appui au développement du marché des P.A.A.T (information, promotion générique, participation et/ou organisation de foires et expositions etc.),
- crédit revolving pour les investissements et Fonds de Roulement.

La gestion du Fonds serait assez légère et un dispositif de recouvrement efficace du crédit serait mis en place (précisions en annexe 1).

1.1.4 : DES CONACILSS

a/ Rappel des activités

- conduite des activités d'extension (études, ateliers, installation des organes nationaux)
- information, assistance et contrôle de l'exécution financière en particulier.

b/ Etat d'Exécution

b1 : activités d'extension :

elles ont été menées de façon acceptable en général. Cependant, la volonté de respecter la programmation et quelques circonstances défavorables ont contraint la Coordination Régionale à demander à certains CONACILSS de comprimer les délais d'exécution afin de les contenir dans la dernière année du Plan Triennal (1997).

En conséquence, des parachèvements sont nécessaires afin que les organes nationaux soient assez fonctionnels pour conduire l'action du PROCELOS en Gambie, au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et en Mauritanie.

b2 : assistance aux organes nationaux

Cette activité a été bien menée en général, les CONACILSS assurent les facilitations utiles à l'exécution autonome des activités, autonomie qu'il convient cependant de renforcer pour un transfert réussi des acquis du projet.

Bilan annuel d'exécution 1997

12

Code du Projet : 101		Intitulé / Sigle : PROCELOS	
Composantes Majeures	Résultats attendus	Prévisions	Réalisations
A: COORDINATION REGIONALE			
1- Extension du projet à d'autres pays membres	- le projet est implanté au Niger, au Cap-vert et en Gambie	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser dans les 3 pays + études "état des lieux" + ateliers de validation et lancement des activités + installation des organes nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes, ateliers et implantation des organes nationaux au Niger, en Gambie et au Cap-Vert - Etudes réalisées en Guinée Bissau et en Mauritanie
2- Partage des acquis du projet entre les RNP par des voyages d'étude	- Les RNP nouvellement installés ont rencontré et échangé avec un ou plusieurs des RNP/Burkina Faso, Mali, Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> - Voyages d'études et concertation à l'occasion des activités sous-régionales 	<ul style="list-style-type: none"> - Visites à Ouagadougou, de l'Animatrice du Relais Provisoire de Guinée Bissau, du SP/RNP du Niger et de l'Animateur du RPP/Mauritanie - Séjour de 2 jours du représentant du RPP/Guinée Bissau en compagnie du SP/RNP du Sénégal - Réunion de concertation et contacts en marge du séminaire sous-régional de Bamako (9 Relais représentés) - Envois de tous les BAA à tous les RNP
3- Suivi-Appui aux organes nationaux	- Des missions sont effectuées dans tous les pays-membres et le contact maintenu avec les organes nationaux	<ul style="list-style-type: none"> - Une mission préparatoire et une mission pour participer à l'atelier national dans chaque pays où l'extension doit avoir lieu - Mettre à la disposition des CONACILSS les moyens et les indications pour l'extension - Une mission au moins dans chacun des 4 premiers pays couverts pour suivi et appui 	<ul style="list-style-type: none"> - Missions effectuées dans l'ensemble des pays membres et participation aux ateliers prévus - Mise à la disposition des CONACILSS et Relais des moyens pour la réalisation de l'extension et le fonctionnement

Composantes Majeures	Résultats attendus	Prévisions	Réalisations
			<ul style="list-style-type: none"> - Missions auprès des RNP du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal et du Tchad et visites et rencontres avec des opérateurs et partenaires dans ces pays
B: Organes Nationaux <p>1- Promotion de la consommation des produits agro-alimentaires transformés (P.A.A.T)</p>	<p>R1 : Certains produits transformés concurrentiels sont mieux connus et leur attrait pour les consommateurs est accru</p>	<p>- Plus grand attrait sur les populations et meilleures connaissances sur l'emballage</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Séances de dégustations - Participation à des émissions radio et télévision - Etudes et séminaire sur l'emballage - Organisation et participation à des foires et expositions - Information sur la qualité, l'accessibilité et la disponibilité des produits - Appui à l'implantation de kiosques de dégustation et vente de P.A.A - Formation de restauratrices et formatrices à la préparation des recettes - Edition de livrets et vulgarisation de recettes

Composantes Majeures	Résultats attendus	Prévisions	Réalisations
2: Amélioration de l'environnement des entreprises	R2: L'environnement socio-économique et réglementaire des entreprises du secteur est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleure connaissance des entraves et opportunités d'entreprendre dans le secteur - Propositions d'amendement aux autorités 	<ul style="list-style-type: none"> - Informations à travers les BAA. - Termes de référence pour l'étude de l'environnement législatif et réglementaire du secteur - Elaboration de Répertoires de référence
3 - Appuyer les organisations professionnelles, les inciter à parfaire leur fonctionnement et entamer le transfert d'attributions et de charges du projet	R3 : Les opérateurs économiques du secteur sont mieux organisés et plus performants pour satisfaire la demande et prendre en charge la promotion du secteur et leurs intérêts	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement de l'efficience des organisations professionnelles dans la dynamique du secteur - Appropriation progressive des acquis du projet par les opérateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui aux organisations professionnelles existantes et aux promoteurs - Appui à la création d'organisations professionnelles par filière - Elargissement du réseau de partenariat technique et financier - Accroissement de la place et de la responsabilisation des opérateurs économiques dans les activités des Relais - Participation au financement de quelques activités - Trois (3) Relais sur cinq (5) fonctionnels sont desAnimateurs (trices) opérateurs économiques - Acquisition de financement complémentaires d'activités des Relais
4: Amélioration de la qualité des P.A.A.T	R4 : La qualité de l'offre de P.A.A.T est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et initiation à la gestion de la qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Conférence sur l'impact de la qualité sur la demande - Prospections en vue d'un séminaire sous-régional sur la qualité

1.2 RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE ET FINANCIERE

(au 30 Novembre 1997)

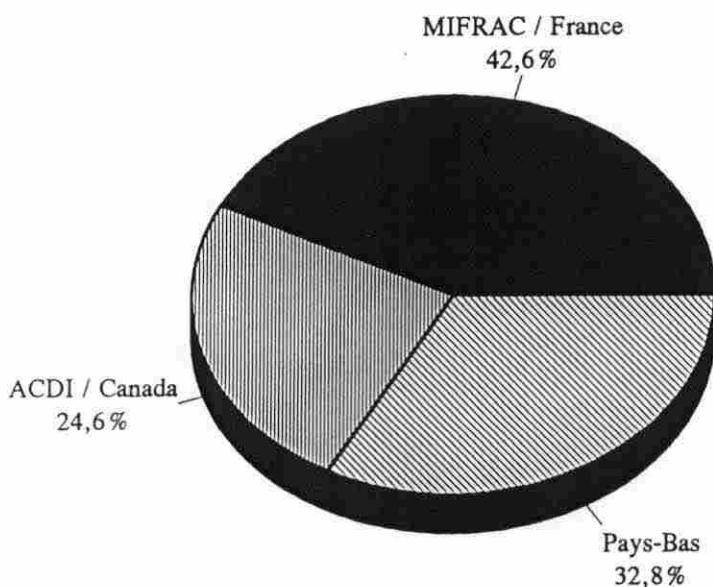
1.2.1 Rappels sur le budget adopté

A l'issue de la réunion du C.T.G, le budget global annuel du projet a été fixé à 183.000.000 Fcfa, soit une baisse nominale de 20.000.000 Fcfa par rapport aux intentions annoncées au cours du Comité Technique et de Gestion (C.T.G) qui étaient de 203.000.000 Fcfa.

En conséquence, les engagements de financement des donateurs sont répartis comme suit:

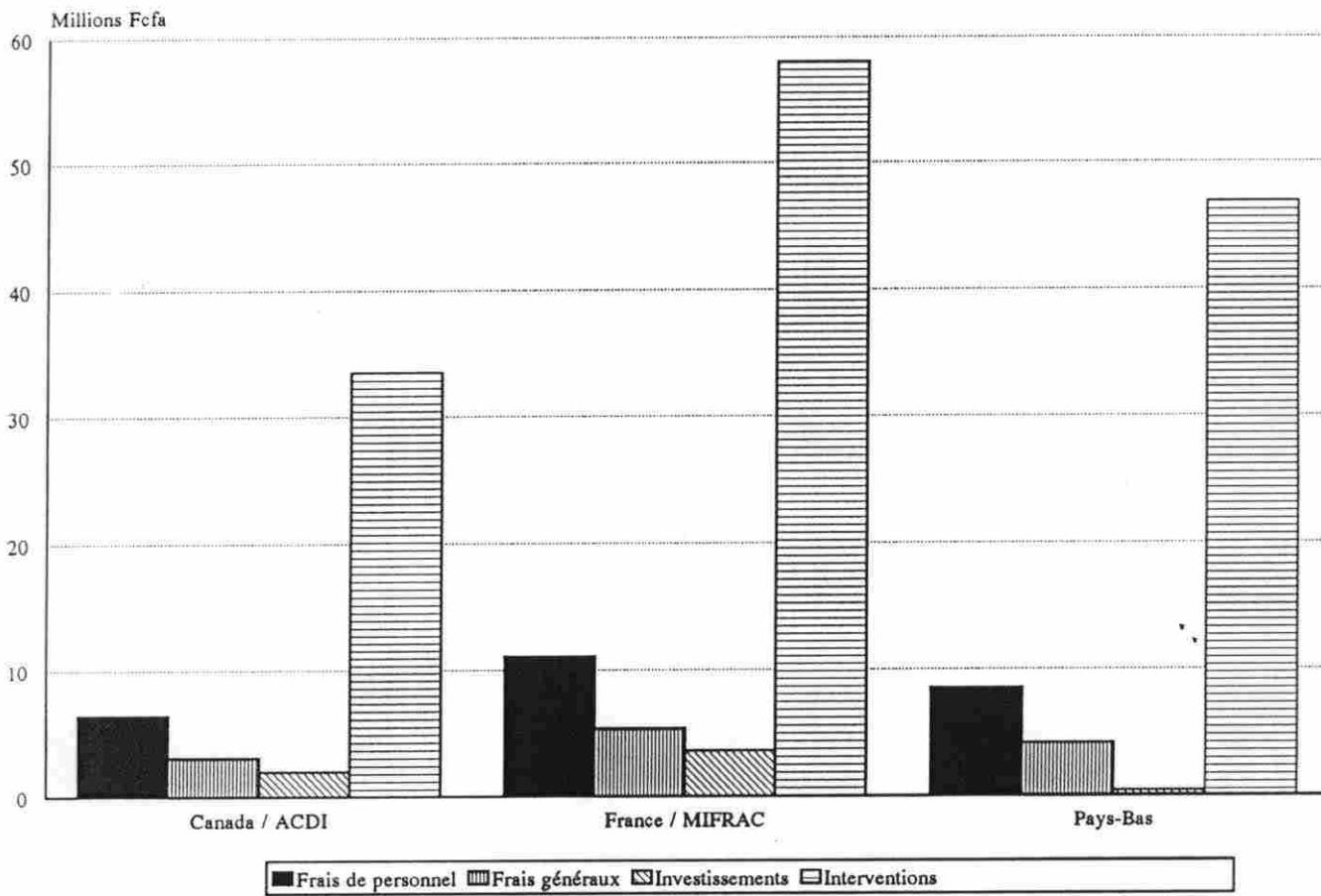
Codes	Rubrique Budgetaire	Canada / ACDI	France / MIFRAC	Pays-Bas	Total dotation budgetaire
1	Frais de Personnel	6.370.000	11.050.000	8.488.000	25.908.000
2	Frais Généraux	3.075.000	5.300.000	4.135.000	12.510.000
3	Investissements	2.000.000	3.600.000	450.000	6.050.000
4	Interventions / Activités	33.555.000	58.050.000	46.927.000	138.532.000
	Totaux Financements Bailleurs	45 000 000 24,6%	78 000 000 42,6%	60 000 000 32,8%	183 000 000 100%

Répartition des dotations budgétaires



Un tableau détaillé de synthèse est joint en annexe 4

Répartition du budget général par bailleur et par rubrique budgétaire



1.2.2 : Etat d'Exécution budgétaire et financière

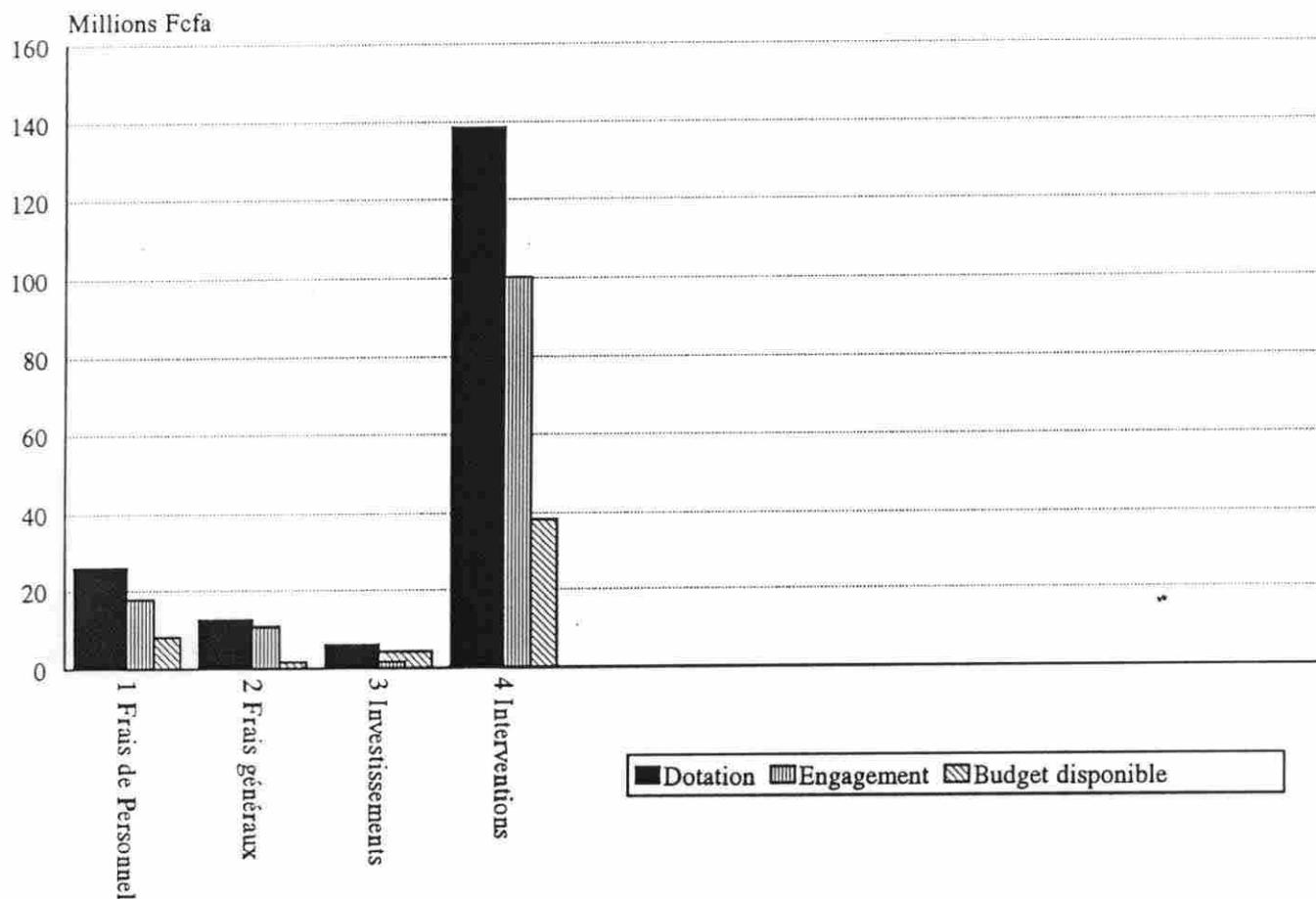
L'exécution budgétaire et financière du PROCELOS au 30 Novembre 1997 se présente comme suit:

a/ Exécution globale (tous bailleurs)

a1/ Exécution budgétaire

N° Compte	Libellé Rubrique budgétaire	Dotation	Engagement	Budget disponible
1	Frais de Personnel	25.908.000	17.723.778	8.184.222
2	Frais Généraux	12.510.000	10.841.410	1.668.590
3	Investissements	6.050.000	1.742.357	4.307.643
4	Interventions	138.532.000	100.221.006	38.320.994
1011	Coordination Régionale	11.362.000	18.883.696	-7.521.696
1012	Relais Nationaux	36.365.400	25.450.000	10.915.400
1013	Honoraires bureaux conseils	75.524.600	46.252.310	29.272.290
1014	Extension du projet	7.000.000	9.625.000	-2.625.000
1015	Comité de pilotage	380.000	0	380.000
1016	Evaluation du projet	11.500.000	0	11.500.000
TOTALS		183.000.000	130.518.551	52.481.449

Exécution Budgétaire Globale par rubrique



Au 30 Novembre 1997, le PROCELOS a engagé des dépenses à hauteur de 130.518.551 Fcfa soit 71,32% des dotations budgétaires approuvées par le Comité de pilotage au titre de l'exercice 1997. Ce niveau d'engagement relativement bon sera revu en hausse en raison des instances de dépenses en cours, non encore exécutées par le Centre de Gestion.

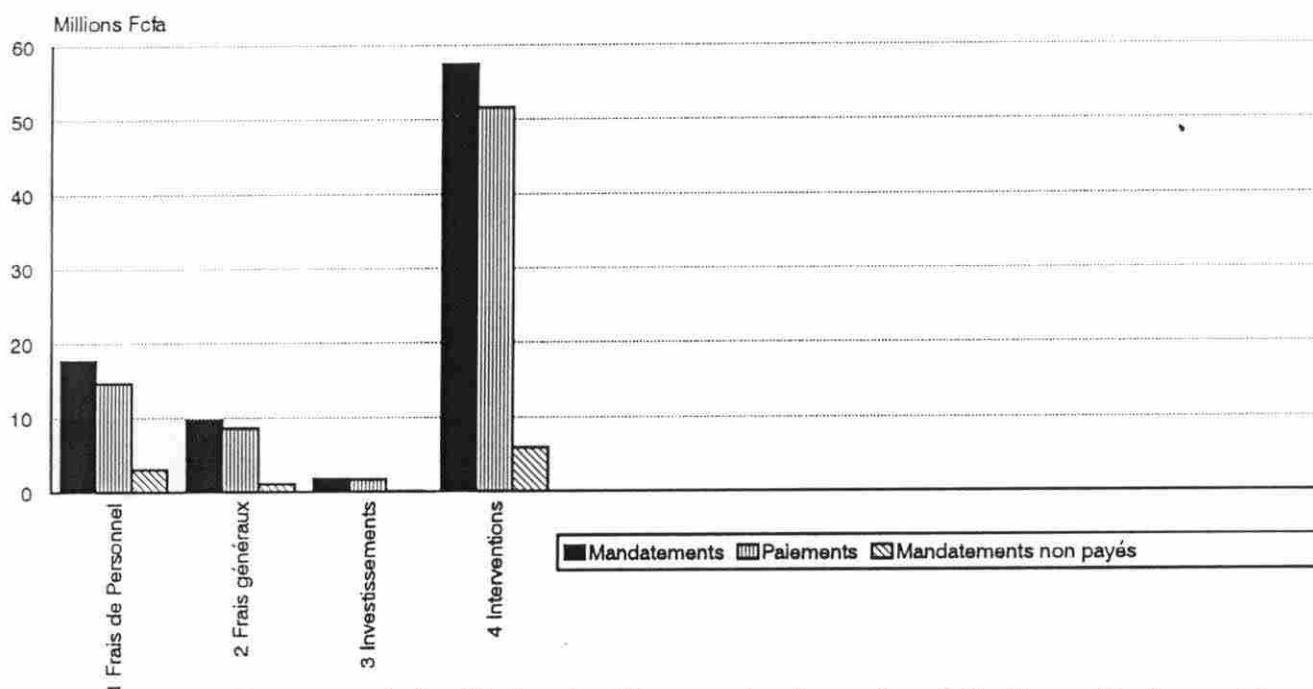
Contrairement à l'exercice 1996 caractérisé par des dépassements budgétaires, la gestion 1997 a été maîtrisée et a respecté les disponibilités des lignes budgétaires à travers un suivi plus rapproché des opérations. Les dépassements des postes fournitures de bureau, frais financiers activités de la coordination régionale et d'extension du projet peuvent être tolérés en raison de l'existence de dotations hors budgétaires acquis grâce à un taux de change favorable (8.306.013 Fcfa) lors du virement de la deuxième tranche de l'ACDI. Ainsi, les régularisations seront opérées à la clôture de l'exercice 1997 pour ajuster ces dépassements.

Le dépassement constaté au compte 28 "Services extérieurs" (voir annexe 4) s'explique par les réaménagements opérés par le Centre de Gestion en y imputant la rémunération de l'Assistant au Coordonnateur alors que cette dépense était prévue sur le compte 10.

Globalement, le PROCELOS a amélioré de façon significative sa capacité d'absorption de son budget qui est encore extensible. Le sous-engagement des postes "Honoraires des bureaux-conseils" et "financement des Relais Nationaux" est consécutif aux retards de démarrage de l'extension du projet au Niger, au Cap-vert, en Gambie, en Guinée Bissau et en Mauritanie.

a2/ Exécution Financière Globale par rubrique

N° Compte	Libellé Rubrique budgétaire	Mandatements	Paiements	Mandatements Non Payés
1	Frais de Personnel	17.685.378	14.656.658	3.028.720
2	Frais Généraux	9.651.056	8.552.573	1.098.483
3	Investissements	1.742.357	1.661.807	80.550
4	Interventions	57.496.582	51.607.234	5.889.348
1011	Coordination Régionale	11.244.272	10.285.524	958.748
1012	Relais Nationaux			
1013	Honoraires bureaux conseils	46.252.310	41.321.710	4.930.600
1014	Extension du projet			
1015	Comité de pilotage	0	0	0
1016	Evaluation du projet	0	0	0
	TOTAUX	86.575.373	76.478.272	10.097.101



En termes de liquidation des dépenses, le niveau des réalisations effectives est à 86.575.373 Fcfa soit 66,33% des engagements pris.

Ce taux relativement faible trouve son explication dans la mise à disposition tardive des tranches budgétaires des partenaires financiers, mais aussi par la faiblesse du personnel du Centre de Gestion qui semblait par moment submergé par les instances urgentes des projets au point de suspendre le mandattement de certaines avances (apurement des pièces justificatives).

Avec la redynamisation de l'organisation du Centre en cours, le niveau des mandatements devrait s'améliorer sensiblement d'ici la clôture de l'exercice 1997.

Il est heureux de noter cependant les progrès réalisés par les Relais Nationaux du PROCELOS dans la transmission des pièces justificatives de fonds reçus tant dans la qualité des pièces reçues (Conformité), et celle des rapports financiers que dans la rapidité de justification.

Au 30 Novembre 1997, 88% des dépenses effectives (Mandatements) ont été entièrement payées. Cet assez bon niveau de paiement a été atteint grâce au déblocage des fonds des différents partenaires financiers. Toutefois, il subsiste des mandatements non encore payés de 10.097.101 Fcfa correspondant à des dettes certaines du PROCELOS vis-à-vis des tiers. Ce retard dans le règlement des dépenses, en particulier des honoraires des Bureaux-Conseils (4.930.600 Fcfa) est imputable aux lenteurs d'établissement des chèques de banques au niveau du Centre de Gestion mais aussi des Banques.

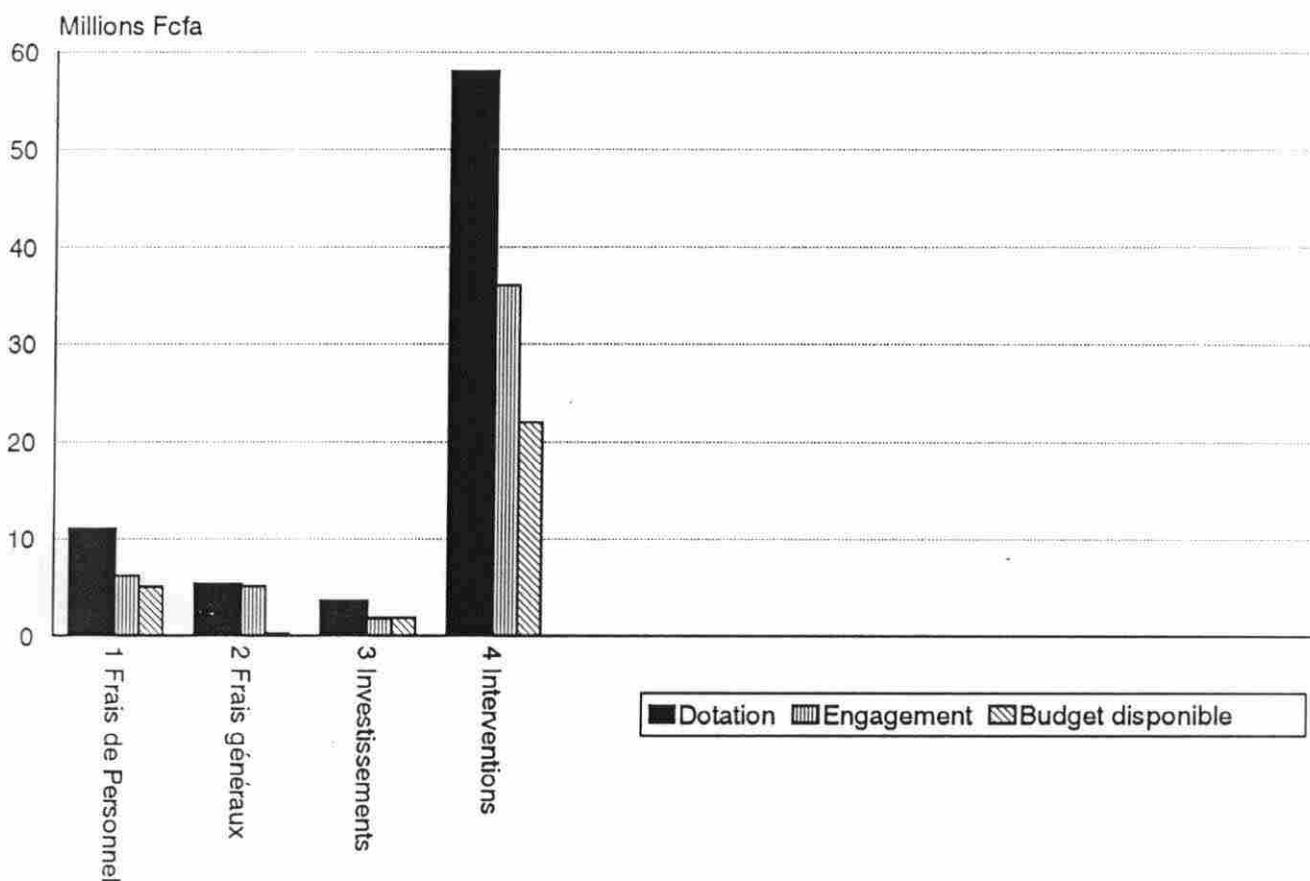
N° Compte	Libellé DEB	Dotation	Engagement	Montant Disponible	Montant engagé	Engagement Non Mandat	Paiements	Montant non payé
1 SOUS-TOTAL PERSONNEL		25 908 000	17 723 778	8 184 222	17 685 378	38 400	14 656 658	3 028 720
10 Salaires		19 392 300	15 213 000	4 179 300	15 213 000	0	12 408 125	2 804 875
11 Charges sociales		1 115 700	1 022 725	92 975	984 325	38 400	782 200	202 125
12 Frais médicaux		2 400 000	21 720	2 378 280	21 720	0	0	21 720
13 Heures supplémentaires		150 000	160 000	-10 000	160 000	0	160 000	0
14 Personnel temporaire remplaçant		50 000	50 000	50 000	50 000	0	0	0
15 Autres indemnités statutaires		25 000	25 000	25 000	25 000	0	0	0
16 Frais de voyage		2 500 000	1 100 200	1 399 800	1 100 200	0	1 100 200	0
17 Formation recyclage		200 000	200 000	200 000	200 000	0	0	0
18 Habillement personnel		50 000	50 000	50 000	50 000	0	0	0
19 Autres frais de personnel		25 000	206 133	-181 133	206 133	0	206 133	0
2 SOUS-TOTAL FRAIS GENERAUX		12 510 000	10 841 410	1 668 590	9 651 056	11 903 54	8 552 573	1 098 483
20 Fournitures		2 650 000	3 062 267	-412 267	2 532 027	530 240	2 296 767	235 260
21 Documentation		200 000	0	200 000	0	0	0	0
22 Communication correspondance		2 500 000	1 901 140	598 860	1 779 590	121 550	1 539 062	240 528
23 Locations		1 200 000	1 000 000	200 000	1 000 000	0	1 000 000	0
24 Entretien réparation		2 500 000	1 062 586	1 437 414	921 282	141 304	863 682	57 600
25 Frais financiers		100 000	175 655	-75 655	175 655	0	157 247	18 408
26 Réception cérémonies		240 000	138 500	101 500	138 500	0	83 500	55 000
27 Indemnités		50 000	0	50 000	0	0	0	0
28 Services extérieurs		2 950 000	3 501 262	-551 262	3 104 002	397 260	2 612 315	491 687
29 Autres frais		120 000	0	120 000	0	0	0	0
3 SOUS-TOTAL INVESTISSEMENTS		6 050 000	1742357	4 307 643	1742357	0	1 661 807	80350
32 Gros travaux Aménagement installation			80 550	80 550	0	0	80 550	0
33 Matériel Mobilier de Bureau			110 987	110 987	0	0	110 987	0
34 Logiciels / Matériels informatiques			1 550 820	1 550 820	0	0	1 550 820	0
4 SOUS-TOTAL INTERVENTIONS		138 532 000	100 221 006	38 320 994	57 496 582	42 714 424	51 607 214	5 889 448
1011 Coordination Régionale		11 362 000	18 883 696	-7 521 696	11 244 272	7 639 424	10 285 524	958 748
40 Frais de transport (Coordination Régionale)		3 430 000	4 038 473	-608 473	3 898 473	140 000	3 096 013	802 460
41 Frais de séjour (Coordination Régionale)		5 270 000	3 731 730	1 538 270	3 731 730	0	3 658 642	73 088
42 Honoraires CDG		PM	2 584 407	PM	2 584 407	0	2 584 407	0
43 Personnel d'appui et gratification		PM	0	PM	0	0	0	0
44 Location matériel et salles		PM	100 000	PM	100 000	0	80 000	20 000
45 Impression duplication de documents		PM	93 645	PM	93 645	0	93 645	0
46 Presse publicité		PM	150 000	PM	150 000	0	150 000	0
47 Pauses rafraîchissements		PM	113 600	PM	113 600	0	113 600	0
48 Fournitures		PM	572 417	PM	572 417	0	509 217	63 200
49 Autres charges d'activités Coordination Régionale		PM	7 499 424	-4 837 424	7 499 424	25 450 000	0	4 930 600
1012 Avances de fonds aux Relais Nationaux/RNP, RPP		36 365 400	2 662 000	25 450 000	10 915 400	25 450 000	0	41 321 710
1013 Honoraires des bureaux conseils/BAA&SAA		75 524 600	46 252 310	29 272 290	46 252 310	0	41 321 710	4 930 600
1014 Extension du projet		7 000 000	9 625 000	-2 625 000	9 625 000	0	0	0
1015 Comité de pilotage		380000	380 000	380 000	380 000	0	0	0
1016 Evaluation du projet		11 500 000	11 500 000	11 500 000	11 500 000	0	0	0
TOTAL		183 000 000	130 518 551	52 481 449	86 575 373	43 943 178	76 478 272	10 097 101

b/ Exécution budgétaire et financière par bailleur

b1/ Pour la MIFRAC / FRANCE

b1.1/ Exécution Budgétaire du Financement de la MIFRAC / FRANCE

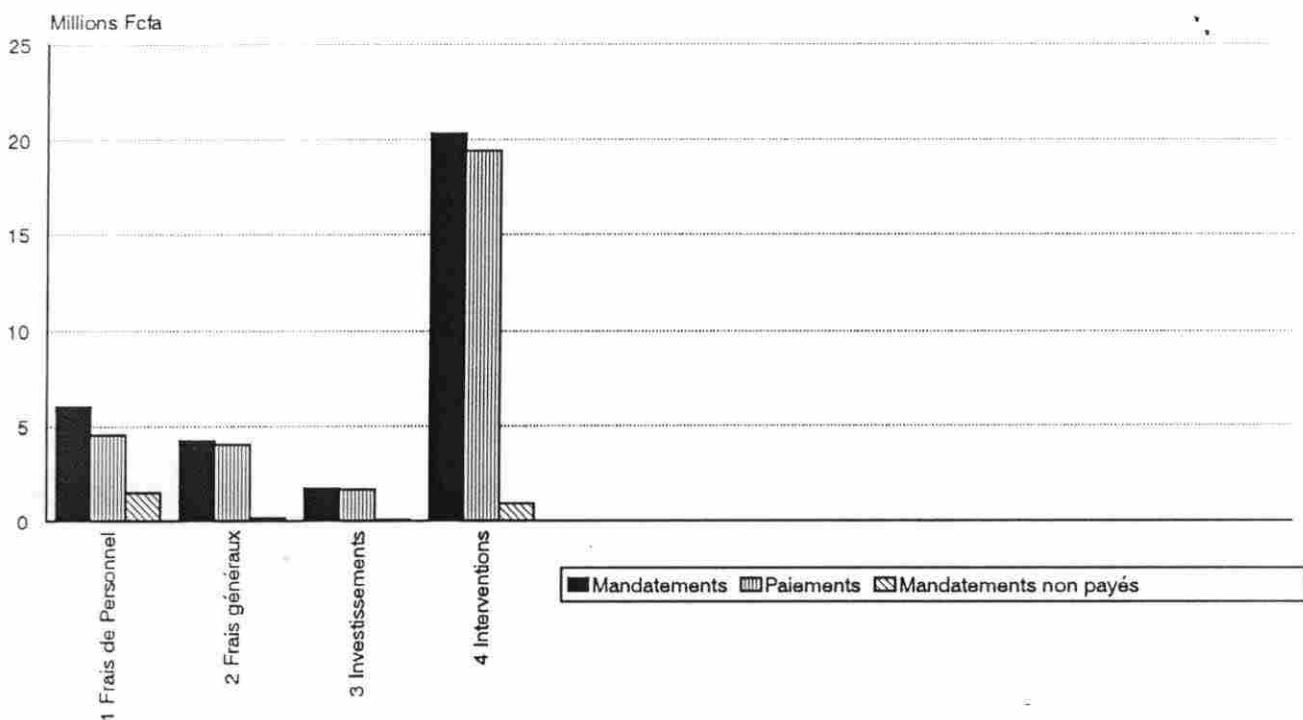
N° Compte	Libelle (Rubrique budgétaire)	Dotation	Engagement	Budget disponible
1	Frais de Personnel	11.050.000	6.085.000	4.964.380
2	Frais Généraux	5.300.000	5.031.695	268.305
3	Investissements	3.600.000	1.742.357	1.857.643
4	Interventions	58.050.000	36.061.499	21.988.501
1011	Coordination Régionale		8.669.289	
1012	Relais Nationaux		7.250.000	
1013	Honoraires bureaux conseils		15.142.210	
1014	Extension du projet		5.000.000	
1015	Comité de pilotage		0	
1016	Evaluation du projet		0	
	TOTAUX	78.000.000	48.921.171	29.078.829



Au titre de l'exercice 1997, le financement MIFRAC a été engagé à hauteur de 62,71 % des dotations. Ce niveau d'engagement relativement faible s'explique par les contraintes de temps et les lourdeurs administratives et financières des procédures qui ont amené le projet à préférer financer les dépenses urgentes par les ressources financières de l'ACDI et des Pays-Bas dont les conditions de financement sont moins contraignantes. Le taux d'engagement des dépenses en frais généraux est de 95 % contre 55 % pour les frais de personnel, 48,39 % pour les investissements et 62,12 % pour les interventions.

b1.2/ Exécution Financière du Financement de la MIFRAC / FRANCE

N° Compte	Libellé Rubrique budgétaire	Mandatements	Paiements	Mandatements Non Payés
1	Frais de Personnel	6.047.220	4.562.325	1.484.895
2	Frais Généraux	4.208.691	4.038.103	170.588
3	Investissements	1.742.357	1.661.807	80.550
4	Interventions	20.314.968	19.410.910	904.058
1011	Coordination Régionale	5.172.758	4.718.700	454.058
1012	Relais Nationaux			
1013	Honoraires bureaux conseils	15.142.210	14.692.210	450.000
1014	Extension du projet			
1015	Comité de pilotage	0	0	0
1016	Evaluation du projet	0	0	0
	TOTAUX	32.313.236	29.673.145	2.640.091



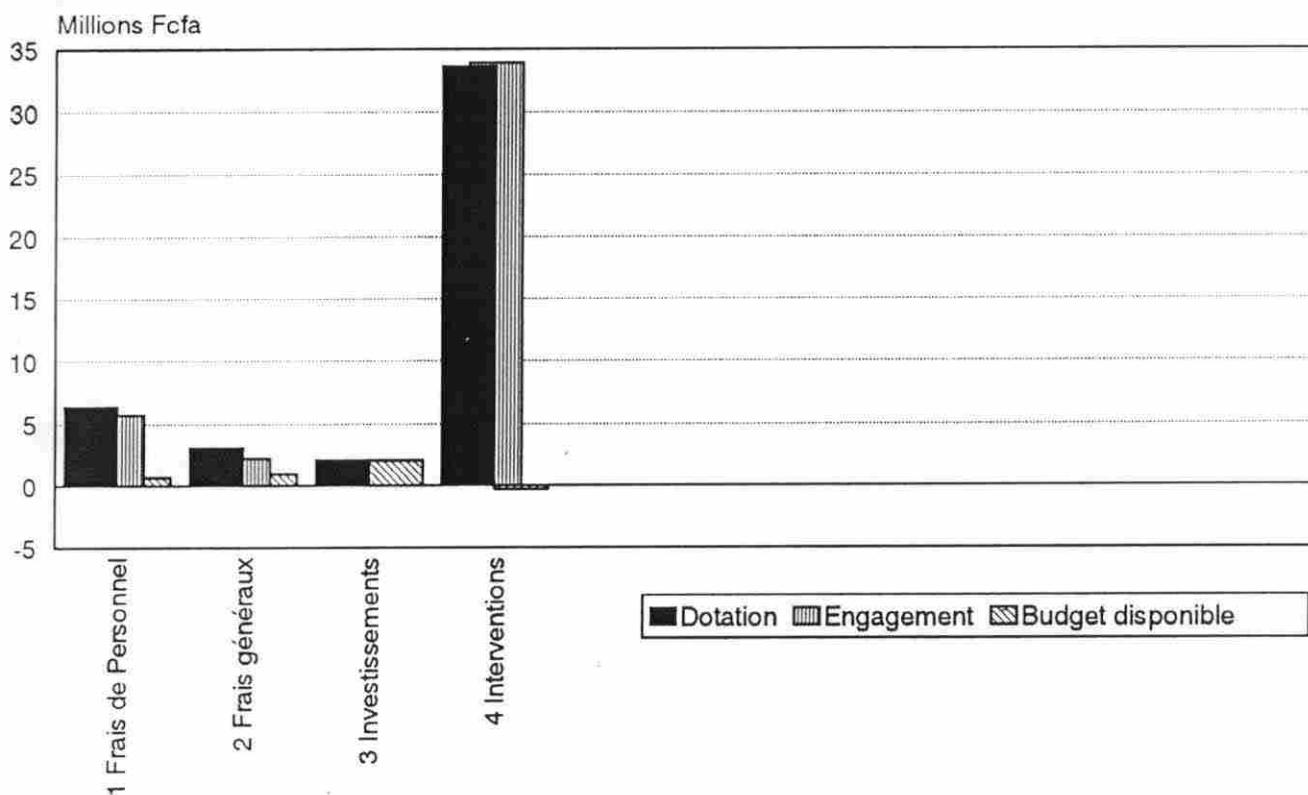
Au 30 Novembre 1997, le niveau des réalisations effectives de dépenses supportées par la MIFRAC en termes de liquidation effective des dépenses engagées est de 66,05 %. La faiblesse de ce taux est due à la non soumission en temps réel, des pièces justificatives par le Centre de Gestion. Cependant, avec l'accroissement significatif des justifications reçues des Relais Nationaux, ce taux devrait croître d'ici la clôture de l'exercice 1997 et permettre d'atteindre le niveau de 70 % de justification des dépenses exigé par la MIFRAC pour le déblocage du reliquat de la convention de financement.

Le niveau de paiement des dépenses effectives de 91,82 % est satisfaisant et s'explique par le déblocage rapide de la tranche budgétaire de la MIFRAC dès le mois de Mai, ce qui a permis au projet de faire face au retard de déblocage du financement des Pays-Bas et de l'ACDI, et de prendre en charge l'ensemble des dépenses du second trimestre 1997.

b2/ Pour l'ACDI / CANADA

b2.1/ Exécution budgétaire

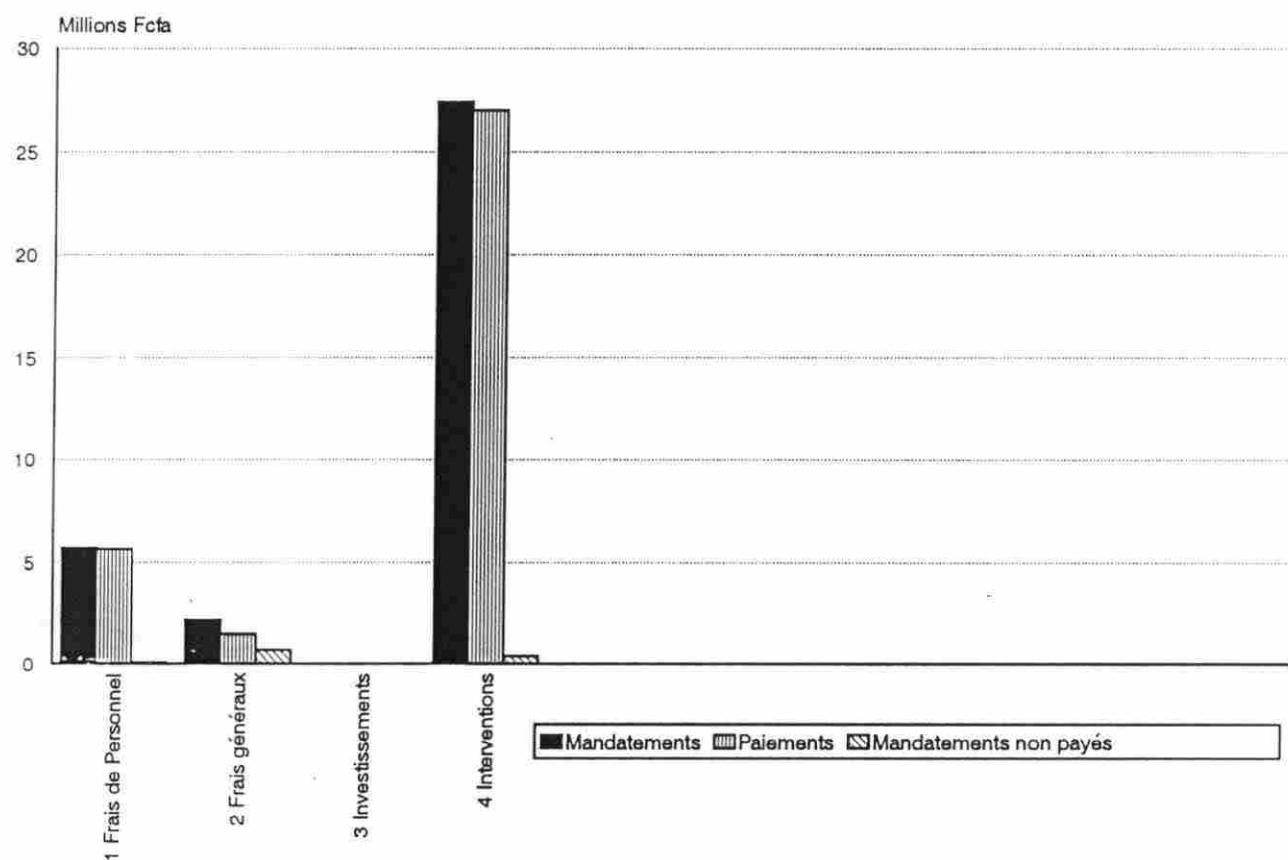
N° Compte	Libelle Rubrique budgétaire	Dotation	Engagement	Budget disponible
1	Frais de Personnel	6.370.000	5.722.258	647.742
2	Frais Généraux	3.075.000	2.166.690	908.310
3	Investissements	2.000.000	0	2.000.000
4	Interventions	33.555.000	33.896.753	-341.753
1011	Coordination Régionale		5.254.753	
1012	Relais Nationaux		950.000	
1013	Honoraires bureaux conseils		24.567.000	
1014	Extension du projet		3.125.000	
1015	Comité de pilotage		0	
1016	Evaluation du projet		0	
	TONAUX	45.000.000	41.785.701	3.214.701



Au 30 Novembre 1997, 92% de l'enveloppe budgétaire accordé au PROCELOS par l'ACDI a été engagé. Globalement, l'ardoise budgétaire de l'ACDI a été convenablement gérée. Le gain de change acquis lors du déblocage de la deuxième tranche d'avance a permis de trouver le complément de financement nécessaire à la tenue du Séminaire sous-régional sur l'emballage des produits agro-alimentaires transformés de Bamako les 20 et 21 Novembre 1997, et de réviser à la hausse certains postes budgétaires pour en limiter ou supprimer les dépassements constatés.

b2.2/ Exécution Financière du Financement de L'ACDI / CANADA

N° Compte	Libelle Rubrique budgétaire	Mandatements	Paiements	Mandatements Non Payés
1	Frais de Personnel	5.722.258	5.654.408	67.850
2	Frais Généraux	2.141.140	1.463.745	677.395
3	Investissements	0	0	0
4	Interventions	27.343.998	26.956.498	387.500
1011	Coordination Régionale	2.776.998	2.389.498	387.500
1012	Relais Nationaux			
1013	Honoraires bureaux conseils	24.567.000	24.567.000	0
1014	Extension du projet			
1015	Comité de pilotage	0	0	0
1016	Evaluation du projet	0	0	0
	TOTAUX	35.207.396	34.074.651	1.132.745

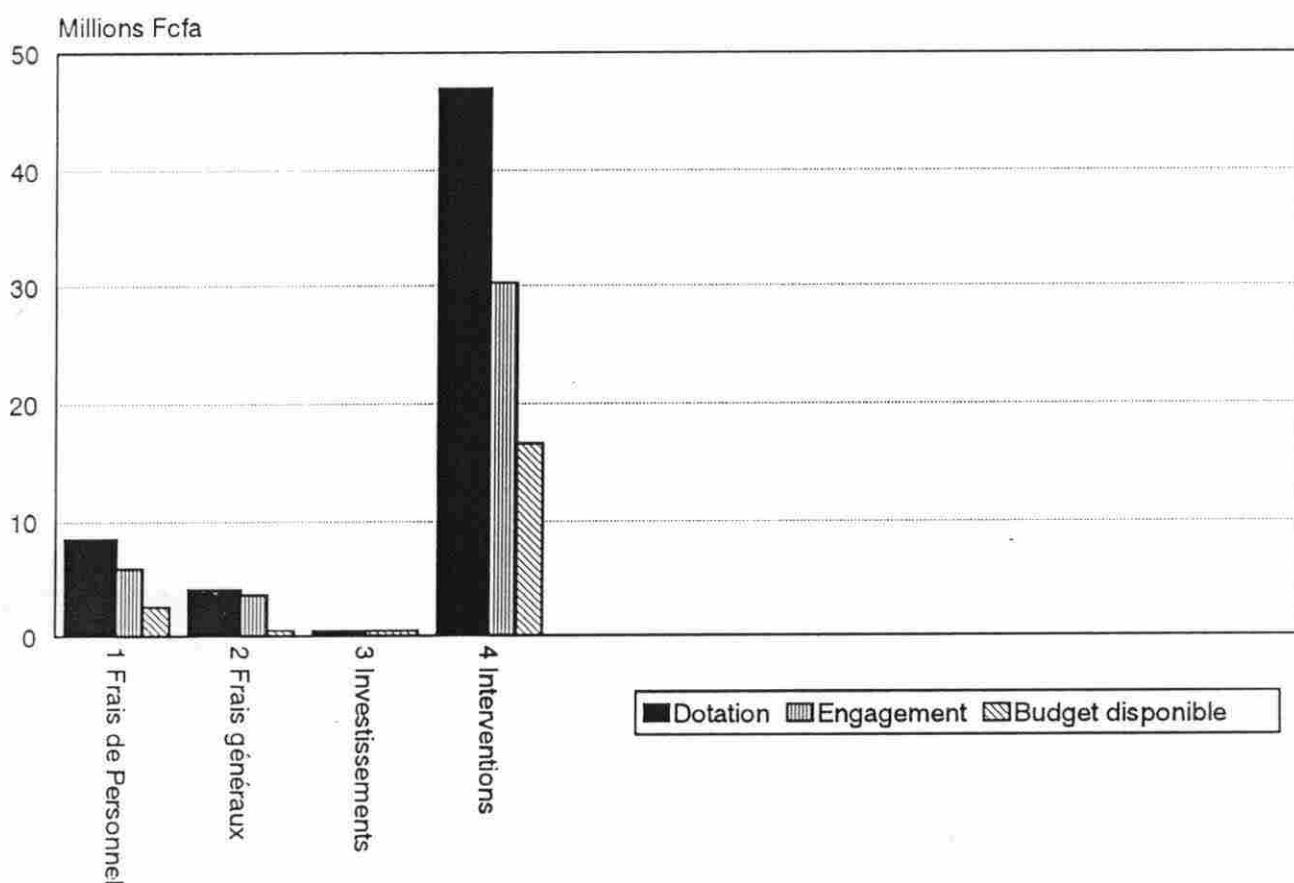


La liquidation des dépenses effectives est de 84 % des engagements imputés au bailleur ACDI et on note une bonne corrélation linéaire entre les engagements, les mandatements et les paiements de dépenses. Le niveau des paiements est de 96,78 % et résulte des conditions de financement de dépenses plus souples et des procédures du bailleur moins longues. Les dettes nettes de mandatements non encore payés sont de 1.132.745 Fcfa soit 3,21 % des liquidations de dépenses.

b3/ Pour les Pays-Bas

b3.1/ Exécution budgétaire

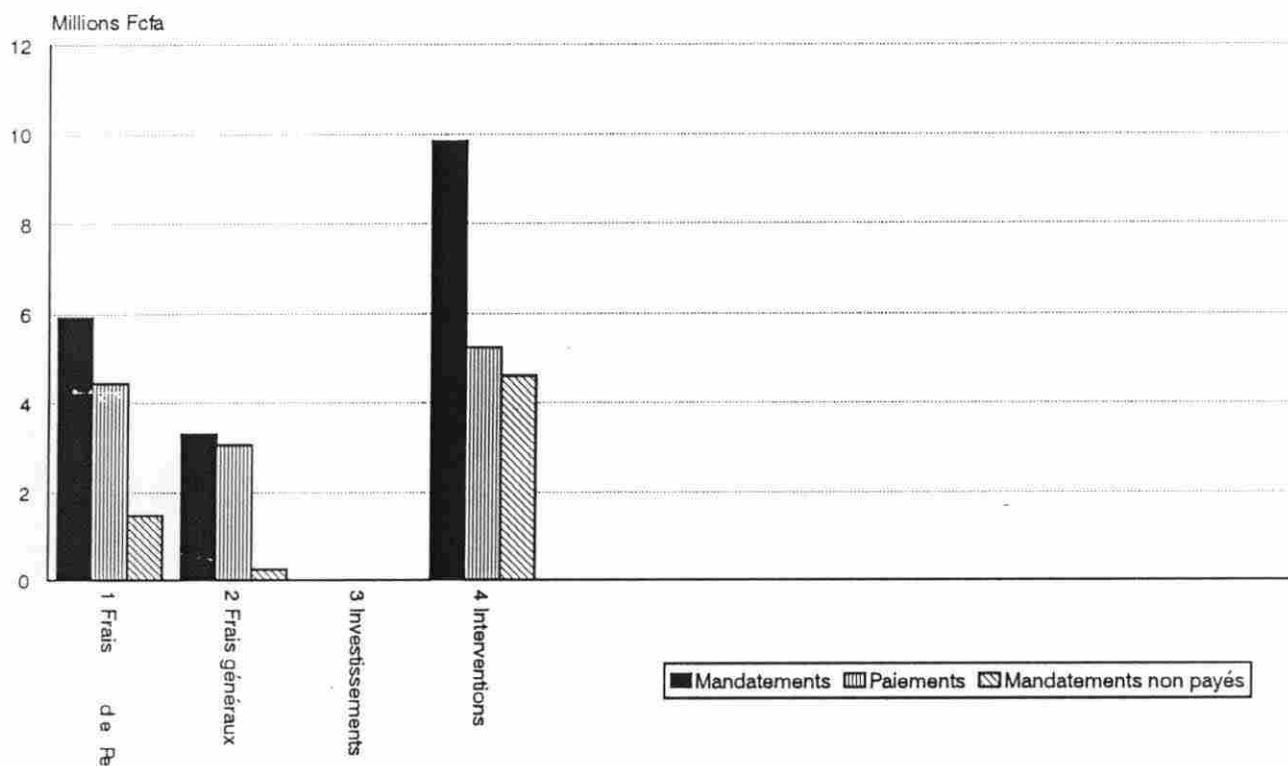
N° Compte	Libelle Rubrique budgétaire	Dotation	Engagement	Budget disponible
1	Frais de Personnel	8.488.000	5.915.900	2.572.100
2	Frais Généraux	4.135.000	3.643.025	491.975
3	Investissements	450.000	0	450.000
4	Interventions	46.927.000	30.252.754	16.674.246
1011	Coordination Régionale		4.959.654	
1012	Relais Nationaux		17.250.000	
1013	Honoraires bureaux conseils		6.543.100	
1014	Extension du projet		1.500.000	
1015	Comité de pilotage		0	
1016	Evaluation du projet		0	
	TOTAUX	60.000.000	39.811.679	20.188.321



Le niveau d'engagement de dépenses sur le budget PROCELOS / Pays-Bas est de 66,35%. La relative faiblesse de ce niveau est dû au déblocage tardif de la première tranche du bailleur au titre de l'exercice 1997 (en Octobre 1997).

b3.2/ Exécution Financière du Financement des Pays-Bas

N° Compte	Libellé Rubrique budgétaire	Mandatements	Paiements	Mandatements Non Payés
1	Frais de Personnel	5.915.900	4.439.925	1.475.975
2	Frais Généraux	3.301.225	3.050.725	250.500
3	Investissements	0	0	0
4	Interventions	9.837.616	5.239.826	4.597.790
1011	Coordination Régionale	3.294.516	3177326	117.190
1012	Relais Nationaux			
1013	Honoraires bureaux conseils	6.543.100	2.062.500	4.480.600
1014	Extension du projet			
1015	Comité de pilotage	0	0	0
1016	Evaluation du projet	0	0	0
	TOTAUX	19.054.741	12.730.476	6.324.265



Les liquidations effectives de dépenses engagées sont de 47,86% contre 66,81% pour les paiements. Les mandats non encore payés de 6.324.265 Fcfa essentiellement constitués par les Honoraires des bureaux-conseils (4.480.600 Fcfa) sont imputables aux lenteurs dans l'établissement des chèques de banques.

II - BILAN GLOBAL D'EXECUTION 1995-1997

Nous rappelons que malgré la situation transitoire que le projet a connue d'octobre 1994 à Décembre 1995, plusieurs activités ont été menées au cours de cette période. Ainsi pour les trois années 1995 à 1997, le bilan global succinct est le suivant :

- promotion de la consommation des produits alimentaires locaux (livrets de recettes, concours culinaires, animations de quartiers, séances de dégustation, introduction dans les menus des pauses, cocktails etc..),
- appui à l'opération transfert de savoir-faire culinaire et encadrement de restauratrices,
- organisation et participation à des foires et expositions,
- parrainage et participation à des émissions télévisées et radiodiffusées,
- participation à la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation,
- sensibilisation, initiation et appui pour l'amélioration de la qualité des matières premières et produits finis (émissions, conférence, conseils),
- organisation de voyages d'étude et d'échanges,
- organisation de rencontres entre opérateurs économiques du secteur et leurs partenaires,
- appui à l'amélioration de l'organisation professionnelle des transformateurs,
- organisation de concertations entre Relais Nationaux
- appui à la recherche de financements et à l'amélioration de la gestion,
- réalisation d'études nationales et sous-régionale puis tenue d'un séminaire sur l'emballage des P.A.A.T,
- poursuite de l'édition et amélioration du contenu et de la diffusion des B.A.A,
- recherche de moyens alternatifs de financement des B.A.A.
- extension du projet à six (6) Pays-membres
- élargissement et intensification de l'information sur les activités et acquis du projet,
- élargissement et renforcement des réseaux de partenariat nationaux et régional,
- participation aux activités de "Sahel 21" et des projets du PM/PSA,
- contacts et échanges avec d'autres projets et PM du CILSS,
- appui à la promotion de la valorisation du Fonio,
- création d'un comité de Lecture et de Suivi des B.A.A en cours.

III - PROGRAMME TRIENNAL 1998-2000

Au terme de cette période, les opérateurs privés du secteur devraient être suffisamment aptes pour jouer le rôle complémentaire à celui des Etats parce que bien organisés aux plans national et sous-régional, ouverts sur l'extérieur et bien positionnés dans un réseau de partenariat efficient.

3.1. OBJECTIFS

3.1.1 : Objectif stratégique :

- Augmentation de la place des produits locaux dans les modes de consommation et les échanges commerciaux des populations sahéliennes.

3.1.2 : Objectifs opérationnels

1 - Accroissement de la consommation et extension du marché des produits agro-alimentaires locaux transformés.

2 - Développement des capacités des opérateurs économiques du secteur à satisfaire la demande.

3.2. RESULTATS ATTENDUS

R1 - les produits locaux transformés mieux présentés et plus concurrentiels sont mieux connus et plus attrayants.

R2 - l'environnement socio-économique, législatif et réglementaire des entreprises du secteur leur est plus favorable,

R3 - les organisations professionnelles de transformateurs plus crédibles sont aptes à prendre en charge la promotion du secteur et à développer des relations de partenariat,

R4 - la question de la qualité dans les unités de transformation est mieux perçue et gérée,

R5 - les opérateurs économiques sont mieux informés sur les demandes du marché aux niveaux national, régional et international,

R6 - un Fonds de Promotion des Micro et Petites Entreprises de Transformation des produits Agro-Alimentaires est mis en place,

R7 - les organisations professionnelles conviennent de prendre en charge le fonctionnement du dispositif mis en place par le CILSS/PROCELOS,

R8 - une structure privée accepte de poursuivre l'édition et la diffusion du Bulletin Agro-Alimentaire dans chacun des Pays-membres du CILSS et de préserver les acquis,

R9 - un dispositif de concertation, d'échange et de partage d'expériences est mis en place par les organisations professionnelles des Pays-membres du CILSS avec ouverture vers les pays voisins.

R10 - un dispositif de veille sur le secteur (Coordination, suivi et évaluation du développement) est mis en place au niveau du CILSS.

Remarque :

- pour l'année 1998, les résultats R1 à R6 seront poursuivis
- Pour les années 1999 et 2000, les résultats R1 à R6 seront consolidés et les résultats R7 à R10 poursuivis.

3.3 ACTIVITES ENVISAGEES

3.3.1 : POUR 1998 : (conf. Chapitre IV pour compléments)

a/ Par la Coordination Régionale

- 1 - Consolidation de l'extension du projet.
- 2 - Mise en oeuvre des conclusions du séminaire sous-régional sur l'emballage.
- 3 - Intensification de la promotion du projet et de la diffusion de ses réalisations.
- 4 - Renforcement de la collaboration avec les autres projets du PM/PSA et programmes du CILSS.
- 5 - Participation aux activités du ROCAFREMI et du projet régional Fonio.
- 6 - Organisation d'un séminaire sous-régional sur la gestion de la qualité.
- 7 - Confection d'un stand polyvalent d'exposition.
- 8 - Coordination, Suivi et Appui des organes nationaux (RNP et BC)

b/ Par les organes nationaux

- poursuite des résultats attendus R1 à R6

Les précisions seront apportées par les programmes d'activité que les Relais élaboreront à partir des conclusions du CTG.

3.3.2 : POUR 1999 et 2000

En plus de la consolidation des acquis :

1 - élaboration de termes de référence pour la conception, le fonctionnement, les activités et le financement du dispositif de veille sur le secteur à mettre en place au niveau du CILSS,

2 - renforcement de l'appui et l'assistance aux organisations professionnelles pour l'appropriation des acquis du projet par la tenue de journées d'étude dans chaque pays,

3 - étude et élaboration de propositions fiables concernant la conception, le contenu et l'autofinancement total des B.A.A.

4 - atelier sous-régional à l'intention des structures retenues pour le transfert des acquis du projet (Organisations professionnelles, bureaux Conseil, représentants des Etats, représentants du CILSS et de ses partenaires, représentants d'organisations régionales d'opérateurs économiques etc.).

3.4 BUDGET PREVISIONNEL (COUT)

CHAPITRES	1998	1999	2000	TOTAL
1 Invest.	4.550.000	-	-	4.550.000
2. Assist. Techn	12.000.000	-	12.000.000	24.000.000
3. Fonct.	29.623.000	41.374.000	44.374.000	115.371.000
4. Activ.	211.020.000	149.000.000	183.900.000	543.920.000
TOTAL	257.193.000	190.374.000	240.274.000	687.841.000

IV - PROGRAMME ANNUEL - 1998

4.1. ACTIVITES

4.1.1 - De la Coordination Régionale

A 1/ - Consolidation de l'extension dans les cinq (5) pays auxquels le projet aura été formellement étendu en 1997 (Niger, Gambie, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mauritanie).

A 2/ - Coordination et Supervision des activités des Relais Nationaux et Bureaux-Conseil.

A 3/ - Promotion et intensification de la diffusion des réalisations du Projet en direction de partenaires potentiels identifiés.

A 4/ - Renforcement et extension de la collaboration avec les projets et programmes du CILSS en général et ceux du PM/PSA en particulier.

A 5/ - Mise en place du Fonds de Promotion des Micro et Petites Entreprises de Transformation Agro-Alimentaires (conf. annexe 1).

A 6/ - Coordination et appui à la mise en oeuvre des conclusions du Séminaire sous-régional sur l'emballage (conf. annexe 3).

A 7/ - participation aux activités du ROCAFREMI et du programme régional d'amélioration des technologies post-récolte du Fonio financé par le Fonds Commun des Produits de base.

A 8/ - participation au séminaire sous-régional sur la Gestion de la Qualité dans les unités de transformation agro-alimentaires.

A 9/ - Confection d'un stand d'exposition

4.1.2 DES RELAIS NATIONAUX

Les Relais Nationaux préciseront les activités définitivement retenues dans leurs programmes respectifs à l'issue du présent CTG.

a/ pour le Résultat 1

A1 R1 : renforcer l'implication des associations de consommateurs, leaders d'opinion et décideurs dans la promotion de la consommation des produits locaux (actions médiatiques).

A2 R1 : accentuer la popularisation de recettes (plats et boissons) à base de produits locaux (livrets, restaurants, hôtels, séances de dégustation etc.).

A3 R1 : mettre en oeuvre les conclusions du séminaire sous-régional sur l'emballage.

b/ pour les Résultats 2 :

- A1 R2 : intensifier l'information des opérateurs économiques sur la législation et la réglementation ainsi que les mesures et dispositions d'appui et de promotion concernant le secteur.

- A2 R2 : formuler et défendre des propositions pertinentes et argumentées d'amélioration de l'environnement socio-économique de l'entreprise agro-alimentaire.

c/ pour le Résultat 3 :

- A1 R3 : renforcer la place et accroître les responsabilités des organisations professionnelles dans les Relais Nationaux qui devraient tous être animés par des représentants du secteur privé avant la fin de l'année 1998.

- A2 R3 : convaincre et amener les opérateurs économiques privés, bénéficiaires du projet, à contribuer au financement du fonctionnement et des activités des Relais.

- A3 R3 : poursuivre les prospections en vue du financement durable des B.A.A par des ressources alternatives à l'appui financier du CILSS/PROCELOS.

- A4 R3 : organiser au moins une réunion de concertation entre RNP, en marge du séminaire sous-régional sur la Qualité ou indépendante de cette activité.

- A5 R3 : prendre partiellement en charge l'activité conseil aux opérateurs économiques en ce qui concerne l'information en particulier.

d/ pour le Résultat 4

A1 R4 : mener une étude nationale sur la gestion de la qualité dans les unités de transformation agro-alimentaire.

A2 R4 assurer la participation d'une délégation nationale au séminaire sous-régional sur la gestion de la qualité.

e/ pour le Résultat 5 (en collaboration avec les BC)

A1 R5 : collecter et tenir à la disposition des opérateurs économiques des informations utiles sur le marché des P.A.A.T. et matières premières.

A2 R5 : diffuser les informations auprès des RNP des autres pays et de la Coordination Régionale

4.1.3 Des Bureaux Conseils (B.C)

a/ pour le Résultat 1

A1 R1 : poursuivre l'édition et élargir la diffusion des Bulletins Agro-Alimentaires (B.A.A.).

b/ pour le Résultat 2 :

A1 R2 : systématiser l'information fiable des opérateurs économiques sur l'environnement socio-économique, législatif et réglementaire du secteur sous forme de rubrique ou page-spéciale

c/ pour le Résultat 3

A1 R3 : assister les RNP dans la recherche de financements alternatifs à l'appui du CILSS/PROCELOS aux B.A.A.

d/ pour le Résultat 5

A1 R5 : intensifier l'information systématique sur l'offre et la demande en produits transformés (nature, qualité, prix etc.) sous forme de rubrique en page spéciale

c/ pour le Résultat 6

A1 R6 : réactualiser les répertoires de référence et assister les Relais et la Coordination Régionale dans la mise en oeuvre du "FP/MIPETAAL".

4.1.4 : Des CONACILSS

Ils informeront les Relais Nationaux sur les procédures administratives et financières en vigueur dans le système CILSS pour plus de diligence dans la justification des dépenses qu'ils effectuent.

PLAN OPERATIONNEL ANNUEL 1998

Activités	Modalités d'exécution	Apports (intrants)	Produits (extrants)	Dates extrêmes d'exécution
I- Coordination Régionale A 1 : Consolider l'extension du projet	- Suivi et contrôle rapprochés des RNP et BC	- Appui des CONACILSS - Information et conseil - Assistance pour élaboration et réalisation des programmes	- Relais Nationaux et Secrétariats Permanents fonctionnels - Exécution correcte des programmes - Parution régulière des BAA	- En continu - En continu - En continu
A2: Accroître le rayonnement et intensifier la diffusion des acquis du projet	- Développement et intensification des contacts, élargissement de la diffusion de l'information	- Connection à Internet - Echange de courrier et publications - Médiatisation des activités	- Plus large et meilleure connaissance du PROCELOS et du CILSS - Facilitation des contacts des Relais	- En continu - En continu
A3 : Faciliter aux transformateurs l'accès au crédit	- Mise en place d'un Fonds de Promotion des Unités de Transformation - Information sur les sources de financement	- Collecte d'informations sur les sources de financement - Requêtes auprès des bailleurs probables	- Efficience du PROCELOS à faciliter le financement des activités de "Valorisation des Produits Locaux"	- En continu
A4 : Appuyer et coordonner la mise en oeuvre des conclusions du séminaire sur l'emballage	- Diffuser le rapport final - Inciter les Relais à prendre les dispositions recommandées - Mise en oeuvre des solutions consensuelles à caractère sous-régional	- Courrier ordinaire et Internet - Suivi des actions du MDR/E du Mali - Soutien aux actions des Relais	- Début de solutions concrètes à court terme - Esquisse de solution à moyen et long termes par des opérateurs de l'emballage	- Septembre 1998 - Novembre 1998

Activités	Modalités d'exécution	Apports (intrants)	Produits (extrants)	Dates extrêmes d'exécution
A 5 : Initier et soutenir la tenue d'un séminaire sous-régional sur la gestion de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Inscription de l'action dans le programme de chaque Relais - Concertation avec le FERAP - Sensibilisation d'institutions et autres organismes concernés par la question 	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence et réalisation d'une étude sous-régionale - Budget de réalisation de l'étude et d'organisation du séminaire - Tenue du séminaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports nationaux par les Relais - Rapport sous-régional - Recommandations et propositions issues du séminaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Juillet 1998 - Octobre 1998 - Novembre 1998
II- Relais Nationaux	<p>A1: Implication des leaders d'opinion, des consommateurs et du système CILSS dans la promotion des P.A.A.T</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Incitation et médiation d'attitudes positives - Plus grande offensive dans l'information et la sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne qualité et meilleure présentation des produits - Offres de "pauses-dégustation" opportunes - Disponibilité d'informations fiables au niveau de tous les CONACILSS et de la Coordination Régionale - Diffusion de livrets de recettes pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des PAAT dans les habitudes d'achat et de consommation - Présence systématique et remarquée des produits locaux aux manifestations et cérémonies officielles du CILSS et des organismes d'Etat
A2 : Mettre en oeuvre les conclusions du séminaire sur l'emballage	<ul style="list-style-type: none"> - Restitution des travaux aux transformateurs, fabricants et distributeurs d'emballages - Information et sensibilisation des services étatiques et autres partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Séminaire atelier dans chaque pays - Large diffusion de tout ou partie du rapport - Propositions concrètes de solutions 	<ul style="list-style-type: none"> - Adhésion des acteurs du secteur aux conclusions du séminaire - Structure fonctionnelle d'application et de suivi des conclusions du séminaire national - Rapport transmis à la Coordination Régionale 	<ul style="list-style-type: none"> - Janvier 1998 - Février 1998 - Mars 1998

Activités	Modalités d'exécution	Apports (intrants)	Produits (extrants)	Dates extrêmes d'exécution
A3 : Informer les opérateurs sur la législation et la réglementation du secteur et formuler des propositions d'amendement	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un receuil exhaustif des lois et règlements - Publication d'extraits du receuil dans les BAA - Elaboration de propositions 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes spécifiques - Prestations des BC/BAA - Prestations de spécialistes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rubrique ou page spéciale dans chaque BAA - Document de synthèse des enquêtes - Propositions argumentées 	<ul style="list-style-type: none"> - En continu - Juin 1998 - Octobre 1998
A4 : Accroître la place et la responsabilisation des organisations professionnelles (O.P) dans les Relais	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et sensibilisation des O.P 	<ul style="list-style-type: none"> - Affectation de responsabilités précises - Association aux contacts et démarches du Relais 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les Relais sont animés par des représentants des opérateurs économiques - La supervision de plusieurs actions est assurée par des opérateurs privés 	<ul style="list-style-type: none"> - Décembre 1998 - Juillet 1998
A5 : Consolider la concertation sous-régionale entre Relais et opérateurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des rapports horizontaux directs entre Relais Nationaux - Initiation d'actions communes - Développement de relations commerciales 	<ul style="list-style-type: none"> - Réunions - Echange d'information et d'expériences - Représentations commerciales 	<ul style="list-style-type: none"> - Envois croisés d'informations entre Relais - Tenue d'une rencontre de concertation au moins - Contrats de représentations commerciales entre opérateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - En continu - Novembre 1998 - Octobre 1998
A6 : Amener les bénéficiaires des actions du projet à contribuer au financement des activités et du fonctionnement des Relais	<ul style="list-style-type: none"> - Persuasion de la nécessité de pérenniser et développer les acquis du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact des actions du projet sur l'amélioration des résultats des opérateurs économiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution financière et/ou matérielle au financement des Relais - Baisse des besoins de financement du fonctionnement pour 1999 	<ul style="list-style-type: none"> - Juin 1998 - Novembre 1998

Activités	Modalités d'exécution	Apports (intrants)	Produits (extrants)	Dates extrêmes d'exécution
A7 : Mener une étude nationale sur la gestion de la qualité et organiser un atelier de restitution	<ul style="list-style-type: none"> - Consultation par l'expertise nationale - Participation active des opérateurs et structures nationales d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> - Prestations de consultants - Implication des opérateurs économiques dans l'étude et leur participation majoritaire à l'atelier 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur l'état des lieux faisant des propositions d'amélioration de la situation - Recommandations et engagement des opérateurs à les mettre en oeuvre 	<ul style="list-style-type: none"> - Août 1998 - Septembre 1998
A 8 : Assurer la participation de délégations nationales au séminaire sous-régional sur la gestion de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche d'appuis financiers pour la prise en charge - Contribution des participants à leur prise en charge 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement total ou partiel de la participation des délégations nationales par des ressources nationales - Collecte des contributions auprès des participant déclarés 	<ul style="list-style-type: none"> - Engagement fermes de donateurs - Versement effectués par les participants retenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Septembre 1998 - Octobre 1998
A9 : Collecter des informations sur les marchés des P.A.A.T et matières premières et les diffuser auprès des acteurs du secteur	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte d'informations auprès des services officiels et des opérateurs économiques - Utilisation des BAA et le biais de la Coordination Régionale 	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques et informations officielles - Articles de presse - Relevés auprès des transformateurs et distributeurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Notes d'information actualisées - Rubriques spéciales dans les BAA - Envois périodiques à la Coordination Régionale 	<ul style="list-style-type: none"> - En continu - En continu - En continu
A 10 : Etendre l'intervention des Relais à toutes les régions des pays	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche de correspondants ou antennes locales - Couverture des activités de promotion 	<ul style="list-style-type: none"> - Missions de contacts - Reportages par les B.C 	<ul style="list-style-type: none"> - Antennes et/ou correspondants dans 2 régions au moins - Articles tirés des reportages dans les BAA 	<ul style="list-style-type: none"> - Octobre 1998 - Avril 1998

4.2 : Budget prévisionnel 1998

37

N° COMPTE	Libellé Rubrique	Montant
1	SOUS-TOTAL PERSONNEL	27 995 000
10	Salaires	21 285 000
11	Charges sociales	1 335 000
12	Frais médicaux	1 700 000
13	Heures supplémentaires	200 000
14	Personnel temporaire remplaçant	50 000
15	Autres indemnités statutaires	25 000
16	Frais de voyage	2 500 000
17	Formation recyclage	400 000
18	Habillement personnel	100 000
19	Autres frais de personnel	400 000
2	SOUS-TOTAL FRAIS-GENERAUX	15 880 000
20	Fournitures	3 000 000
21	Documentation	200 000
22	Communication correspondance	3 850 000
23	Locations	1 200 000
24	Entretien réparation(réparation véhicule)	2 750 000
25	Frais financiers	350 000
26	Réception cérémonies	300 000
27	Indemnités	50 000
28	Services extérieurs	4 000 000
29	Autres frais	180 000
3	SOUS-TOTAL INVESTISSEMENTS	4 550 000
32	Gros travaux Aménagement Installation	300 000
33	Matériel Mobilier de Bureau	850 000
34	Logiciels informatiques	700 000
35	Matériel de transport	0
36	Ameublement	0
37	Formation longue durée	0
38	Matériel informatique	2 700 000
39	Autres investissements	0
4	SOUS-TOTAL INTERVENTIONS	211 120 000
1011	Coordination Régionale	30 250 000
40	Frais de transport (Coordination Régionale)	PM
41	Frais de séjour (Coordination Régionale)	PM
42	Honoraires	PM
43	Personnel d'appui et gratification	PM
44	Location matériel et salles	PM
45	Impression duplication de documents	PM
46	Presse publicité	PM
47	Pauses rafraîchissements	PM
48	Fournitures	PM
49	Autres charges d'activités Coordination Régionale	PM
1012	Avances de fonds aux Relais Nationaux/RNP,RPP	97 020 000
1013	Honoraires des bureaux conseils/BAA&SAA	82 800 000
1014	Comité de Pilotage	1 050 000
1015	Evaluation du Projet	PM
	TOTAUX	259 445 000

ANNEXES

Annexe 1

NOTE D'EXPLICATION DU FONDS DE PROMOTION DES MICRO ET PETITES ENTREPRISES DE TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE (F.P/MI.P.E.T.A.AL)

JUSTIFICATION

Les PME/PMI agro-alimentaires sont confrontées à des difficultés qui freinent leur développement et la principale de ces difficultés est le financement.

Beaucoup d'efforts ont été faits par des hommes et surtout des femmes pour satisfaire la demande en produits agro-alimentaires transformés (P.A.A.T) comme on peut le constater dans des marchés urbains, les boutiques de quartiers et même les grandes surfaces.

Cependant, la difficulté d'améliorer la qualité globale de l'offre et de l'accroître au rythme de la demande risque de remettre en cause les importants acquis capitalisés par le secteur.

Il convient de noter par ailleurs que les produits locaux transformés, ceux du Sahel en particulier, font depuis quelques années des percées vers le marché des pays du Nord où les consommateurs ne sont pas uniquement la diaspora sahélienne mais des populations autochtones desdits pays de plus en plus soucieux de diversifier leur alimentation et de consommer des produits biologiques ou tout simplement plus naturels.

Des Fonds (lignes de crédits etc.) existent dans pratiquement tous les Pays-membres du CILSS avec souvent pour objectif d'appuyer le développement de l'entreprise privée. Cependant force est de constater que pour les opérateurs privés les plus engagés du secteur, ces fonds sont de véritables mirages auxquels il leur est impossible d'accéder.

En effet, les critères à remplir pour obtenir un prêt d'une part, les taux d'intérêt et conditions de remboursement d'autre part, sont inadaptés aux réalités socio-économiques de l'entrepreneur sahélien émergeant du secteur des P.A.A.T.

Les entrepreneurs qui assurent l'essentiel de la production du secteur, le réalisent avec des micro et petites unités dont certaines ne disposent d'aucune machine. Ces entrepreneurs ont des Besoins en Financement généralement très limités et des capacités de remboursement très faibles du fait de la fonction sociale que jouent les profits tirés de leurs activités dont la productivité est très faible.

Les opérateurs économiques privés, les principaux bénéficiaires, expriment aux Bureaux Conseil et aux Relais Nationaux leur désespoir de ne pouvoir bénéficier d'aucune facilitation de la part du PROCELOS pour obtenir des financements aptes à concrétiser leurs ambitions pour le développement du secteur.

Par rapport au projet, les acquis capitalisés depuis le début de sa phase opérationnelle (1993) risquent d'être perdus, partiellement tout au moins.

Dans ce cadre, il est souhaitable que ce qui a été fait pour la mise en place et l'impulsion des organes nationaux du projet (appui à leur fonctionnement et financement catalytique de leurs activités), soit fait pour assurer un appui catalytique des opérateurs qui fondent encore beaucoup d'espoir sur le CILSS à travers le PROCELOS.

OBJECTIF :

Faciliter l'accès au crédit aux micro et Petites unités de transformation Agro-alimentaire grâce à des conditions d'octroi et de remboursement adaptées à leurs réalités socio-économiques pour le financement de :

- études de créations et d'extensions d'activités de transformation,
 - garanties et "apports personnels" exigés pour l'octroi de crédits par d'autres bailleurs,
 - investissements
 - Fonds de Roulement
- activités des organes du PROCELOS relatives à l'appui au développement du marché des produits agro-alimentaires transformés (information, participation à des foires et expositions, gestion de la qualité etc.).

RESULTATS ATTENDUS

- des critères d'octroi et de remboursement sont approuvés par les bailleurs de fonds et le CILSS,
- des procédures d'agrément sont fixées,
- un comité de gestion et un dispositif de suivi-évaluation sont mis en place
- un dispositif de recouvrement efficace est mis en place
- une ou plusieurs lignes de crédit est/sont domiciliée(s) dans un organisme de l'un des pays-membres du CILSS.

METHODOLOGIE DE REALISATION DES RESULTATS ATTENDUS (ACTIVITES)

a)- Elaboration de Termes de Références en concertation avec le CT/SA pour la définition de la nature et des mécanismes fiables de fonctionnement du Fonds.

b)- Réalisation d'une étude sur la base des TDR ci-dessus évoqués, cette étude pourrait être réalisée par un ou plusieurs des Bureaux Conseil du PROCELOS.

c)- Atelier de validation avec la participation des bailleurs de fonds du PROCELOS et de bailleurs potentiels.

d)- Soumission des conclusions au Secrétariat Exécutif du CILSS pour approbation.

e)- Requêtes auprès de bailleurs identifiés

COUT DES ACTIVITES ENVISAGEES

Etude	4.200.000 Fcfa
- Missions/consultant(s)	2.250.000 Fcfa
. Voyages	1.500.000 Fcfa
. Frais/Séjour	750.000 Fcfa
- Secrétariat et reprographie (forfait)	250.000 Fcfa
- Honoraires (taux du CILSS)	1.500.000 Fcfa
- Divers	200.000 Fcfa
Atelier de validation	10.500.000 Fcfa
- Voyage de certains participants	5.000.000 Fcfa
- Perdiem	3.500.000 Fcfa
- Organisation matérielle	2.000.000 Fcfa
TOTAL	14.700.000 FCFA

Annexe 2

CONCEPTION D'UN LOGO PROCELOS

Justification

- nécessité d'améliorer et d'harmoniser l'image du projet et d'en faire un repère,
- marquer d'un même signe distinctif les Bulletins Agro-Alimentaires
- faire connaître davantage le projet et le CILSS par les artistes et communicateurs des Pays-membres.

Méthodologie :

- lancer un concours dans chacun des Pays-membres
- faire présélectionner par un jury trois œuvres dans chaque pays et leur attribuer des prix
- faire classer par un jury régional les œuvres présélectionnées et attribuer un prix à chacune des trois (3) premières.

Utilisation du Logo

- présenter aux lecteurs des BAA le logo de substitution avant la modification
- confectionner un dépliant de présentation du projet, des étiquettes et un stand d'exposition marqués du logo,
- le logo pourrait être associé à l'image de marque de labels de qualité.

Annexe 3
ADRESSES DES RELAIS NATIONAUX

PAYS	Animateur(trice)	Secrétaire Permanent	Adresse complète
1 Burkina Faso	Mr Moustapha SARR	M. YAGO Adamou	BP 1625 Ouagadougou tél.: 30 06 88/31 17 64
2 Cap-Vert	Mme Cristina Coutinho Carvalhal		S/C CONACILSS PRAIA
3 Gambie	Mme Jatta J Allow		FNU / DAS BAKAU
4 Guinée-Bissau	Mme Ivon Da Costa INITA		s/c CONACILSS BISSAU
5 Mali	Mme MARIKO Fadima Siby	Mr Amadou SYLLA	BP. E 2604 Tél./fax 23 69 45
6 Mauritanie	Mr Saleh O. Sidi Mohamed		s/c CONACILSS NOUAKCHOTT
7 Niger	Mr Maliki Barhouni	Mr Abdoulaye Nomaou	Tél B: 73 63 20 Dom/ 75 27 34 s/c CONACILSS NIAMEY
8 Sénégal	Mme Ndèye Sèye DOUMOUYA	Mr Fallou DIOUF	RUE Parchappe X Salva - DAKAR Tél. 823 73 02
9 Tchad	Mr Gueringué DJIBANGAR	Mme NANDJINGAR Korite	BP 441 - N'DJAMENA Tél.: 52 27 33/ 52 56 56